

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1303 - 5 mai 1988 - 7,5 F

D 1303 AMÉRIQUE CENTRALE: RAPPORT OECUMÉNIQUE

Le 15 avril 1988 la Commission des Eglises pour les affaires internationales, du Conseil oecuménique des Eglises, rendait public le rapport d'une délégation oecuménique internationale de haut niveau ayant visité l'Amérique centrale du 3 au 15 décembre 1987. Cette visite aux cinq pays signataires de l'accord de paix de Guatemala du 7 août 1987 - dit d'Esquipulas II - se voulait un soutien explicite au processus de paix ainsi enclenché. La délégation était composée de l'évêque Federico Pagura, au titre du Conseil des Eglises d'Amérique latine (CLAI), accompagné du pasteur Felipe Adolf, secrétaire général du CLAI, et de M. Carlos Kunde, du CLAI; du pasteur Oscar Bolioli, au titre du Conseil national des Eglises du Christ des Etats-Unis d'Amérique (NCCCUSA), accompagné du pasteur Dwain Epps, secrétaire général du NCCCUSA, de M. Samuel Lobato et de Mme Jane Cary Peck, également du NCCCUSA; de M. Théo van Boven, au titre du Conseil oecuménique des Eglises, accompagné de la théologienne Marga Bührig, du COE. Du long rapport de 38 pages nous extrayons les passages significatifs suivants.

Note DIAL

ALLEZ EN PAIX,

LAISSEZ-NOUS EN PAIX

**Rapport d'une délégation oecuménique internationale
envoyée en Amérique centrale
3-15 décembre 1987**

Une délégation de haut niveau, composée de représentants du Conseil oecuménique des Eglises (COE), du Conseil des Eglises d'Amérique latine (CLAI) et du Conseil national des Eglises du Christ des Etats-Unis d'Amérique (NCCCUSA) s'est rendue au Costa Rica, au Nicaragua, au Guatemala, au Salvador et au Honduras pendant la période de l'Avent 1987, pour manifester son soutien aux Centraméricains dans leur quête urgente de la paix. Le rapport qui suit explique ce qui a conduit nos trois organisations oecuméniques à entreprendre ce voyage de l'Avent et résume les impressions que nous avons recueillies au cours de nos entretiens avec les chefs d'Etat centra-méricains, et avec plusieurs personnalités politiques et responsables d'Eglises de la région. Il conclut par un appel en faveur d'une action concertée qui viserait à renforcer les initiatives de soutien fragiles, certes, mais prometteuses, émanant d'autres régions du monde, et en particulier d'autres pays d'Amérique latine.

Un nouvel espoir de paix... dans la justice

Les causes profondes de l'injustice, de la violence et de la guerre en Amérique centrale sont enracinées dans l'histoire d'une région dominée depuis des siècles par des puissances étrangères. Les fruits amers de cet héritage sont l'extrême pauvreté, la souffrance, la mort et le désespoir.

Mais les chrétiens, qui confessent leur foi dans le Dieu de l'histoire qui est un Dieu d'amour, ne cesseront jamais d'espérer, même aux heures les plus sombres, et ceux qui suivent le Prince de paix sont appelés à cultiver les fruits de l'espérance, partout où ils ont été semés.

Aux yeux des peuples d'Amérique centrale, l'accord de paix d'Esquipulas II, signé le 7 août 1987 par leurs présidents, est l'un de ces fruits de l'espérance. Parfois désigné sous le nom d'"accord de paix guatémaltèque" ou encore de "plan Arias", Esquipulas II a contribué à susciter un nouveau climat en Amérique centrale. L'affrontement aveugle cède le terrain à la volonté nouvelle de surmonter les divergences qui existent au sein des nations et entre elles. Le climat de paranoïa, de peur et de préjugés qui régnait partout a perdu dans une certaine mesure de sa virulence et a laissé la place à des attitudes plus réalistes et plus sereines à de nombreux niveaux.

Cependant, la paix en Amérique centrale n'est pas encore une réalité. La souffrance y est toujours présente. En fait, depuis la signature de l'accord de paix, on a même assisté à un regain de violence dans plusieurs pays. Cette situation n'est pas la conséquence du nouvel accord, mais des problèmes endémiques dont souffre la région et auxquels il faut s'attaquer avec les moyens qui conviennent, comme par exemple l'immense fossé qui sépare les élites riches des masses pauvres de la population. Toutes les sociétés centraméricaines restent plongées dans un abîme de pauvreté et ressentent donc profondément le plus léger changement survenant dans l'économie internationale. Bien qu'elles disposent toutes officiellement aujourd'hui d'un régime démocratique, c'est l'armée qui dans la plupart des cas détient encore les commandes. Les violations systématiques des droits de l'homme sont courantes, et les gouvernements civils, fragiles et hésitants, sont souvent impuissants à maîtriser les éléments extrémistes.

L'accord de paix d'Esquipulas II ne peut pas résoudre à lui seul tous ces problèmes, mais il en nomme quelques-uns explicitement et en reconnaît d'autres implicitement. C'est un début, et un début prometteur. L'espoir vient dans une large mesure du fait qu'il s'agit d'une initiative régionale autonome. Les gens, dans certains de ces pays, ont peu confiance dans leurs gouvernements, mais Esquipulas II est source de fierté pour presque tous, car il constitue une tentative des dirigeants de la région de reprendre en main la destinée de l'Amérique centrale. En même temps, on se demande avec inquiétude si l'on arrivera à préserver cette volonté d'indépendance exprimée par les présidents. Si tel est le cas, disent beaucoup de gens, l'espoir de bâtir sur cette pierre un avenir nouveau existe réellement.

Les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas la seule puissance étrangère présente dans la région, mais ce sont eux qui la dominent depuis le début de ce siècle. Esquipulas II réussira-t-il ou non à libérer l'Amérique centrale d'une influence étrangère illégitime? Cela dépend pour une très large part de la manière dont les Etats-Unis répondront au défi. C'est là au moins un point sur lequel s'accorde pratiquement tout le monde dans la région, indépendamment de l'idéologie politique professée ou du degré d'influence subi.

Dans un monde fortement militarisé, où l'on place avant tout sa confiance dans la supériorité des forces politiques, économiques et militaires, et où la "gestion des conflits de faible intensité" éclipse les efforts entrepris pour négocier des solutions durables, les accords de paix sont comme des pousses tendres dans la jungle inextricable des rapports de force mondiaux. Une initiative autonome prise par cinq des nations les plus petites, les plus dépendantes et les plus pauvres du monde semblerait à première vue n'avoir guère de chance de survie.

Ainsi, les Centraméricains ne sont pas les seuls à avoir les yeux fixés sur les Etats-Unis. Les Sud-Américains, au moment où ils s'efforcent d'arracher leurs gouvernements à l'emprise des dictatures militaires qui ont dominé leurs nations pendant plus de vingt ans, sont eux aussi anxieux de réaffirmer leur autonomie régionale dans les domaines politique, économique et militaire. Pour eux aussi, le succès d'Esquipulas II est capital, et ils lui ont apporté un solide soutien. La plupart

des autres pays du monde en ont fait autant, surtout ceux de la Communauté économique européenne.

Ces gouvernements reconnaissent que le conflit qui déchire l'Amérique centrale n'est qu'un conflit parmi d'autres. Mais beaucoup le considèrent comme étant symbolique de la vulnérabilité du système international parce que le gouvernement actuel des Etats-Unis a fait de cette région le terrain d'essai de sa "méthode forte" en matière de politique étrangère. Des questions de principe fondamentales sont ici en jeu pour le règlement des affaires internationales. Peut-on libérer les conflits régionaux du carcan de la rivalité idéologique Est-Ouest dans laquelle ils sont enfermés, et les aborder dans une perspective qui leur soit propre? Au lieu de brandir les menaces ou de faire appel à l'armée comme c'est habituellement le cas, peut-on recourir à la négociation pour résoudre les différends? Peut-on sauvegarder et renforcer la primauté du droit au plan international? Les nations qui sont le plus directement touchées par les conflits se verront-elles autorisées à chercher des solutions qui s'inscrivent dans leur contexte à elles?

Lorsque les cinq chefs d'Etat se sont engagés à *"lutter pour la paix et à éliminer la guerre, à faire en sorte que le dialogue l'emporte sur la violence et la raison sur la rancœur"*, ils savaient que ce chemin était semé d'embûches et ils ont demandé instamment à la communauté internationale de respecter leurs efforts. *"Il existe des voies, en Amérique centrale, qui mènent à la paix et au développement"*, ont-ils dit, *"mais nous devons travailler à en faire des réalités."*

L'envoi d'une délégation oecuménique à la veille de Noël

Le mouvement oecuménique était vivement désireux de répondre à cet appel. En mai 1987, le Conseil des Eglises d'Amérique latine (CLAI) avait demandé au Conseil national des Eglises du Christ des Etats-Unis d'Amérique (NCCCUSA) de s'associer à lui dans le cadre d'initiatives communes en faveur de la paix en Amérique centrale. Le Comité directeur du NCCUSA a accueilli favorablement cette demande et des représentants des deux conseils se sont réunis en octobre pour mettre sur pied un programme d'action commun.

Entre-temps, la signature de l'accord d'Esquipulas II (en août 1987) avait insufflé un élan nouveau et inattendu au processus de paix, tant au niveau régional qu'international. Des initiatives prometteuses ont été prises dans plusieurs secteurs, mais à chaque nouveau détour du chemin surgissaient de nouveaux problèmes. C'est pourquoi l'on a décidé que la première étape de cet effort oecuménique commun consisterait à rendre visite aux cinq chefs d'Etat centraméricains pour leur offrir l'appui des Eglises et les encourager dans la réalisation de leur plan.

Afin d'avoir une vision plus large des possibilités de succès de l'accord de paix, on a décidé en outre de rencontrer dans chacun des pays intéressés la commission de réconciliation nationale créée dans le cadre d'Esquipulas II, des personnalités politiques en vue et des responsables d'Eglises, puis de se rendre ensuite à Washington D.C. pour s'entretenir avec des représentants du gouvernement et du Congrès américains.

Etant donné l'importance que la paix en Amérique centrale revêt pour le monde entier, le Conseil oecuménique des Eglises (COE) a été invité à participer à la mise sur pied d'une équipe de responsables d'Eglises de haut niveau chargés de se rendre dès que possible dans la région. Le COE a accepté cette invitation sans tarder.

L'attribution du prix Nobel au président costaricien Oscar Arias Sánchez, et l'agitation diplomatique déclenchée dans la région par la nouvelle, exigeait que l'on agisse promptement. Une équipe oecuménique de neuf membres a donc été constituée dès le 3 décembre à San José, Costa Rica, sous la direction de l'évêque méthodiste argentin Federico Pagura, président du CLAI.

L'itinéraire

L'équipe oecuménique a choisi de commencer sa tournée par le Costa Rica, en reconnaissance de l'initiative de son président Oscar Arias Sánchez, architecte du plan d'Esquipulas II. Au cours de notre rencontre avec le président Arias, à la veille de son départ pour Oslo, nous l'avons félicité au nom de nos trois organismes oecuméniques d'avoir obtenu le prix Nobel, et lui avons demandé quelques conseils au sujet des conversations que nous prévoyions d'avoir dans les différentes capitales d'Amérique centrale.

A San José, nous nous sommes entretenus avec des membres de la commission de réconciliation nationale costaricienne, avec le recteur de l'Université des Nations Unies pour la paix, et avec des responsables d'Eglises, des experts en politique et des journalistes.

La deuxième étape de notre voyage nous a conduits au Nicaragua, où nous avons rencontré le président Daniel Ortega Saavedra, le ministre des affaires étrangères et d'autres représentants du gouvernement, des membres de la commission de réconciliation nationale, des responsables d'Eglises et un représentant du groupe de volontaires américains Witness for Peace, qui assure une présence dans différentes régions du pays où il y a risque d'attaque de la part des contras. Cette partie de notre voyage tombant notamment un dimanche, nous avons participé au culte dans plusieurs paroisses locales - certains en prêchant, d'autres en adressant des messages de salutation à la communauté - et nous avons assisté à un service oecuménique organisé à l'occasion de notre visite.

De Managua, nous nous sommes rendus au Guatemala. Malgré l'intervention à un haut niveau d'un politicien chevronné de la région, et en dépit de l'assurance donnée que nous serions reçus par le président Vinicio Cerezo Arévalo ou un ministre désigné pour parler en son nom, il nous a été impossible d'obtenir une entrevue (peu après notre départ, nous avons appris qu'un complot contre la vie du président Cerezo avait été déjoué le jour même où nous avions prévu de le rencontrer, ce qui expliquait sans doute son impossibilité de nous recevoir). En revanche, nous avons pu nous entretenir avec un groupe de membres de la commission de réconciliation nationale parmi lesquels se trouvait le représentant du gouvernement, avec des responsables d'Eglises, des gens actifs dans le domaine de la défense des droits de l'homme et des journalistes. Un forum national a eu lieu pendant notre séjour, dans le cadre duquel des dirigeants des partis politiques guatémaltèques ont discuté de questions liées à la signification du plan d'Esquipulas II pour leur pays. Nous avons eu le privilège de pouvoir assister à une partie de la discussion.

Notre halte suivante était le Salvador. Le président José Napoleón Duarte était d'accord de rencontrer notre équipe, mais à cause d'un malentendu entre son bureau et celui des responsables d'Eglises chargés d'établir notre emploi du temps, cette entrevue n'a pas eu lieu. Grâce aux bons offices de l'archevêque catholique, il a néanmoins été possible d'organiser une rencontre avec le vice-président Rodolfo Antonio Castillo Claramount, lui-même ancien président de la République et représentant du gouvernement auprès de la commission de réconciliation nationale. Plusieurs membres de l'équipe ont modifié en hâte leurs plans de voyage pour pouvoir rester un jour de plus à San Salvador et assister à cet entretien. En outre, l'équipe a rencontré des responsables d'Eglises, notamment l'archevêque Rivera y Damas qui sert de médiateur entre le gouvernement et l'opposition sandiniste armée, et elle s'est entretenue avec des journalistes.

La dernière étape de notre voyage en Amérique centrale a été le Honduras. Ceux d'entre nous qui nous en étions tenus au plan initial de voyage, avons rencontré le président José Azcona Hoyo. Des réunions ont également eu lieu avec des membres de la commission de réconciliation nationale, des parlementaires des partis du gouvernement et de l'opposition, le vice-ministre des affaires étrangères et des responsables d'Eglises. Au cours de cette visite, nous avons eu la possibilité de

nous entretenir longuement avec le représentant régional du haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et de parler à des réfugiés nicaraguayens, dans un camp situé près de la capitale.

Notre voyage s'est achevé à Washington D.C., où nous avons rencontré l'ambassadeur Morris Busby, envoyé spécial du gouvernement américain en Amérique centrale, les assistants personnels de membres du Congrès, des spécialistes appartenant à des groupes rattachés aux Eglises qui cherchent à influencer la politique américaine en Amérique centrale, et des représentants d'Eglises américaines auprès de Washington. Dans cette ville, nous avons également tenu une conférence de presse où nous avons fait part de nos premières conclusions sur notre voyage.

L'accord de paix d'Esquipulas II

- Espérer contre toute espérance

(...)

Partout où l'on porte ses regards, la souffrance est là, tangible. Dans de telles circonstances, on pourrait s'attendre à rencontrer une immense apathie et un désespoir paralysant.

Or on discerne dans la population de la région les signes nets d'une prise de conscience grandissante, en particulier chez les pauvres et les opprimés, qui perçoivent de plus en plus la nécessité et la possibilité d'entreprendre quelque chose pour renverser la situation. Il ne faut pas oublier que le christianisme constitue une force puissante à travers toute l'Amérique centrale. Dans ces cultures très marquées par la religion, les Eglises jouent un rôle nouveau et considérable, en aidant les gens à prendre nouvellement conscience de leurs possibilités et de leurs responsabilités, et à affronter la réalité qu'ils vivent. Il n'est pas vrai, comme la droite en a souvent formulé l'accusation dans la région et à l'étranger, qu'une minorité extrémiste de "théologiens de la libération" fomentent une rébellion armée. Le fait est que l'Evangile lui-même est un message libérateur, porteur d'espérance, qui donne à ceux qui le reçoivent la force d'agir. Pour que cette espérance devienne réelle, il faut qu'elle s'incarne dans la réalité vécue, qu'elle revête des formes concrètes. La prise de conscience croissante d'une telle réalité porte en soi des potentialités "révolutionnaires". Et de plus en plus, en vérité, les gens décident de prendre en mains leur destin et refusent d'être les victimes implorantes de la fatalité.

(...)

- Les réactions aux pressions internes et externes

(...)

Les présidents reconnaissent en outre, comme le reflète clairement le document d'Esquipulas II, les pressions que la communauté internationale exerce sur eux. Ils l'expriment en des termes positifs en soulignant qu'ils ont été guidés dans leur initiative *"par la volonté permanente et clairvoyante du groupe de Contadora et du Groupe de soutien (latino-américain), et confortés dans leur action par l'appui constant qu'ils reçoivent des gouvernants et des peuples du monde, des grandes organisations internationales - en particulier de la Communauté économique européenne - ainsi que de Sa Sainteté Jean-Paul II"*.

Ce sont les tentatives répétées et souvent grossières des Etats-Unis d'imposer leur volonté dans l'ensemble de la région qui ont fini par convaincre les chefs d'Etat à agir. Nombre de nos interlocuteurs, et notamment plusieurs hauts fonctionnaires gouvernementaux, nous ont fait clairement comprendre que c'est seulement lorsque les Etats-Unis ont essayé à nouveau, le 6 août, d'imposer leurs conditions aux entretiens de paix en Amérique centrale, avec le plan "Reagan/Wright", que les

chefs d'Etat sont parvenus à surmonter leurs divergences et ont signé le "Plan Arias" le jour suivant.

Ce serait une grave erreur que de sous-estimer la volonté de ces dirigeants de revendiquer la responsabilité de leurs propres affaires, quelle que soit la mesure dans laquelle ils se sont compromis. Placés depuis des décennies sous la coupe de leur puissant voisin du nord, et dressés les uns contre les autres en partie à cause de cette situation de dépendance, les dirigeants centraméricains ne risquent pas de laisser passer l'occasion qui s'offre à eux d'affirmer leur souveraineté. Aucun d'entre eux, pas même le chef d'Etat nicaraguayen, ne semble prêt à troquer de son plein gré la soumission à une grande puissance contre la dépendance totale à l'égard d'une autre.

La plupart des chefs de gouvernement de la région paraissent animés du désir sincère de voir le plan réussir: certains parce qu'il contient la promesse d'un avenir meilleur pour la population, d'autres parce que les solutions de rechange ne sont ni soutenables ni acceptables. Cela a été pour nous une découverte surprenante. La presse des pays de la région et celle d'ailleurs nous ont dépeint les dirigeants centraméricains sous les traits d'hommes intransigeants, prêts à se reprocher mutuellement leur incapacité à se conformer aux exigences de l'accord de paix. Mais au cours de nos conversations avec les présidents et avec d'autres responsables du gouvernement, nous avons été impressionnés à maintes reprises par la détermination avec laquelle ils affirmaient que le plan devait réussir, coûte que coûte. Une autre chance de parvenir à une paix négociée en Amérique centrale ne se représentera pas de sitôt.

- Une initiative régionale autonome

L'exception notable a été le président Azcona du Honduras, pays qu'un parlementaire du parti au pouvoir nous a décrit comme une "succursale" des Etats-Unis. Cela peut expliquer en partie le cynisme manifesté publiquement par le président Azcona.

Il est vrai que le budget national de ce pays dépend lourdement du soutien des Etats-Unis et que le caractère écrasant de l'influence et du pouvoir américains y est particulièrement flagrant. L'ambassade des Etats-Unis, dont les bureaux sont situés pour ainsi dire en face de ceux du ministère hondurien des affaires étrangères, est l'une des plus grandes du monde. On nous a dit qu'elle employait environ 3.300 personnes et, parmi elles, des conseillers militaires.

En fait, tous les gouvernements de la région se trouvent pris comme dans un étau entre les exigences de la situation nationale et les limites autorisées par les Etats-Unis. Cela n'est pas nouveau. La notion de "république bananière", ne l'oublions pas, est née du traitement que les Etats-Unis ont réservé à ces pays et à leurs peuples pendant près d'un siècle. La présence américaine est un fait quotidien qui domine pratiquement tous les secteurs de la vie nationale, de l'économie à l'armée en passant par le gouvernement. Elle influence profondément ces pays jusque dans leur culture même.

Telle est la réalité. Mais cela ne veut pas dire qu'elle soit agréable ni même acceptable pour les peuples ou les gouvernements de ces cinq pays.

C'est la raison pour laquelle le plan d'Esquipulas II revêt une si grande valeur de symbole dans la région et ailleurs. Il s'agit d'un geste autonome, d'un geste dont les Centraméricains sont fiers à juste titre. Le document lui-même est solide, ses différents points ont été développés et négociés avec soin, il constitue d'une certaine manière un modèle de ce que les pays engagés dans des conflits régionaux peuvent réaliser eux-mêmes à condition de disposer de la marge de manoeuvre nécessaire. Plusieurs observateurs et politologues de la région y ont vu le signe de ce qu'ils ont appelé la nouvelle maturité naissante des équipes politiques dirigeantes de l'Amérique centrale.

La presse internationale a eu tendance à considérer les dirigeants du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala et du Honduras comme de simples pions sur l'échiquier géostratégique conçu par les Etats-Unis pour renverser le gouvernement nicaraguayen. Cette manière paternaliste de juger la situation est injuste envers ces gens. Ils sont soumis à d'énormes pressions de la part de leur puissant voisin du nord, qui les obligent à soumettre à Washington chacune des mesures qu'ils prennent et chacune des paroles qu'ils prononcent. On a fait peser sur eux à plus d'une reprise la menace du retrait de l'aide économique. Par exemple, des fonds destinés au Costa Rica, dont l'octroi avait déjà été approuvé par le Congrès américain en 1987, ont été retenus pendant de nombreux mois pour essayer de faire pression sur le président Arias pour qu'il modifie son plan et le rende plus conforme au goût du gouvernement américain. De même, les Etats-Unis menacent d'user du rôle prépondérant qu'ils jouent au sein des institutions financières internationales, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, pour empêcher certains pays d'avoir accès aux sources de financement multilatérales au cas où il leur viendrait à l'idée de chercher à contourner les pressions américaines.

(...)

Considérations militaires

Les Etats-Unis ont largement contribué à forger les institutions militaires qui constituent la plus grande menace pour la justice, la paix et la démocratie en Amérique centrale (l'une d'elles étant l'ancienne garde nationale de Somoza dont les membres forment le pivot de la Contra au Nicaragua). Ils doivent cesser de manipuler la vie politique interne de la région au travers de ces institutions, et chercher à consolider les gouvernements constitutionnels désireux d'établir un régime entièrement civil.

Un premier pas important consisterait à retirer le personnel militaire américain de l'ensemble de la région, en particulier du Honduras, en laissant les institutions militaires exclusivement entre les mains des gouvernements eux-mêmes. Les Etats-Unis pourraient apporter une contribution décisive au processus de paix en cessant de faire pression pour que les représentants militaires des pays centraméricains (exception faite du Nicaragua) tiennent des réunions parallèlement aux séances de négociation gouvernementales prévues par le plan d'Esquipulas II.

La cessation immédiate de l'aide américaine aux contras nicaraguayens est l'une des exigences posées par le plan, et elle est essentielle. Nous avons été frappés par le degré d'unanimité que nous avons rencontré sur ce point au niveau politique le plus élevé des différents pays. Nous n'avons trouvé aucun dirigeant pour nous dire que les contras constituaient une solution de rechange viable ou souhaitable au gouvernement sandiniste au Nicaragua. Au contraire, pratiquement tout le monde les considère comme un obstacle à la paix dans la région, et comme une force largement inspirée, dirigée et financée de l'extérieur, qui représente une menace pour l'autonomie non seulement du Nicaragua mais de la région tout entière. En outre, au Guatemala et au Salvador, qui sont les deux autres pays où il existe une opposition armée, on nous a fait clairement comprendre qu'aucune solution négociée ne serait possible tant que les Etats-Unis ne mettraient pas un terme à leur aide aux contras.

(...)

Et le Nicaragua?

Notre visite nous a conduits dans les cinq pays de la région et nous nous sommes efforcés de tenir compte de la situation particulière de chacun d'eux. Notre objectif n'était pas non plus de nous intéresser plus particulièrement au Nicaragua ni de défendre sa position.

Toutefois, comme la presse internationale, en rendant compte de l'accord d'Esquipulas II, a centré son attention sur le Nicaragua, considéré comme le point crucial du conflit, nous avons estimé qu'il valait la peine de faire part de nos impressions sur les efforts de ce pays en vue de respecter les clauses de l'accord et sur la manière dont les dirigeants des autres pays de la région le jugent.

Comme nos lecteurs l'auront déjà remarqué, nous avons été frappés par l'importance que le Nicaragua attache au succès de l'accord d'Esquipulas II et par sa volonté de faire des concessions considérables pour l'assurer. La lettre et l'esprit de cet accord ont été assimilés au Nicaragua, davantage peut-être que dans n'importe quel autre pays. De tous les gouvernements de la région, nous avons le sentiment que c'est celui qui a été le plus prompt à reconnaître les erreurs commises par le passé et à essayer de les réparer. Il a des raisons évidentes de souhaiter la réussite du processus de paix: la guerre lui coûte très cher en vies humaines, et exige également de lui de gros sacrifices en matière de développement. Mais ce n'est pas le seul gouvernement d'Amérique centrale qui ait besoin de la paix ni celui dont la situation économique soit la plus mauvaise.

Depuis le début de cette décennie, tous les gouvernements d'Amérique centrale ont été soumis à des pressions intenses et permanentes de la part des Etats-Unis pour les inciter à se joindre aux efforts destinés à renverser le gouvernement sandiniste par la force. Au cours des premières années qui ont suivi la chute de la dictature de Somoza, le gouvernement sandiniste n'a pas ménagé sa peine pour instaurer un dialogue avec ses voisins, et il y a souvent réussi. Mais ceux-ci, les uns après les autres, ont cédé aux pressions bien plus fortes des Etats-Unis et interrompu les discussions.

De nombreux observateurs de la région se sont demandés à plusieurs reprises, au vu des déclarations souvent contradictoires des dirigeants centraméricains concernant le Nicaragua et la présence des contras, quelle était réellement la position des divers gouvernements.

Bien entendu, notre visite a été trop brève pour que nous puissions donner une réponse définitive à cette question. Toutefois, un certain nombre de choses nous sont apparues clairement et nous pensons qu'il vaut la peine de les faire connaître:

1. Aucun des officiels ou des hommes politiques importants auxquels nous avons parlé ne s'est déclaré satisfait du Nicaragua ni disposé à adopter le modèle politique visé par les sandinistes, même si bon nombre des habitants de la région que nous avons rencontrés avait une opinion plus favorable.
2. La plupart des officiels et experts politiques de la région estiment que les contras sont une création des Etats-Unis et qu'ils n'ont pratiquement aucune base dans le pays lui-même. En outre, ils ont presque tous ajouté que pour l'instant, ils ne considéraient pas les contras comme une force militaire ou politique viable.
3. Si nous n'avons trouvé que peu de partisans du modèle sandiniste (et des Nicaraguayens eux-mêmes, à cause d'anciens préjugés et rivalités), aucun des responsables que nous avons rencontrés ne considère le Nicaragua comme une menace pour l'intégrité territoriale de son pays. Le vice-président du Salvador nous a dit que son gouvernement savait de source sûre qu'il existait un poste de commandement du FMLN (opposition armée salvadorienne) à Managua, mais qu'il faisait confiance au président Ortega qui a affirmé que ces bureaux allaient être fermés aux termes de l'accord d'Esquipulas II.
4. Nous n'avons pas entendu affirmer que le Nicaragua pourrait servir de base de débarquement à l'Union soviétique, à Cuba ou à tout autre Etat socialiste ayant des intentions belliqueuses. Au contraire, plusieurs personnalités officielles nous ont déclaré que l'URSS et Cuba avaient donné l'assurance qu'ils se retireraient volontairement du Nicaragua si les Etats-Unis cessaient de soutenir les contras. La "théorie des dominos" défendue par Washington ne semble pas admise par les dirigeants centraméricains.

5. On a généralement reconnu - avec mauvaise grâce parfois - que le Nicaragua avait fait davantage que tout autre gouvernement de la région pour répondre aux exigences d'Esquipulas II, et nous avons même constaté un certain respect pour sa détermination.

6. La plupart des responsables nous ont parlé plus particulièrement de la situation dans leur pays et des dilemmes qu'ils connaissent. La plupart, également, ont estimé que la solution du conflit nicaraguayen était en fait la première condition à remplir pour qu'ils puissent résoudre efficacement leurs propres conflits. Au Salvador, on s'est exprimé très clairement à ce sujet:

"La solution du problème des contras constitue la première étape vers la solution de tous les autres problèmes. Les États-Unis prétendent qu'il faut commencer par s'occuper du FMLN au Salvador, mais ce n'est pas là qu'est la clé du problème. En refusant toute aide aux contras, on obligerait le FMLN à envisager d'autres solutions que la lutte armée et à poursuivre ses objectifs par des moyens politiques. Cela pourrait s'appliquer aussi au Guatemala". Si on met fin aux énormes versements de fonds américains aux contras en vue de la poursuite de la guerre, il est presque certain que l'on verra diminuer sensiblement à la fois la nécessité de poursuivre les conflits armés ailleurs et l'afflux des moyens matériels qu'ils exigent.

7. Les dirigeants actuels des pays d'Amérique centrale semblent convaincus que si on les laisse faire comme ils l'entendent, ils pourront aplanir leurs divergences avec le gouvernement du Nicaragua, et on a toutes raisons de le croire également. Ils n'ont pas besoin d'une aide extérieure dans ce domaine et ne sauraient en retirer aucun bénéfice.

Nous sommes parvenus à la conclusion que même si les homologues du président Arias ont plus de difficulté que lui à parler sans détour en public, ce dernier exprimait aussi leur pensée, lorsqu'il a déclaré dans son discours de lauréat du Prix Nobel de la paix, à Oslo:

"Je sais fort bien que vous êtes d'accord avec ce que nous avons à dire à tous les membres de la communauté internationale, et plus particulièrement à l'Est et à l'Ouest, qui disposent de bien plus de pouvoir et de ressources que mon petit pays ne pourra jamais espérer en posséder.

"Je leur dis, de la manière la plus pressante: Laissez aux habitants de l'Amérique centrale le soin de décider de l'avenir de leur région. Laissez-nous interpréter et mettre en oeuvre notre plan de paix. Soutenez dans notre région les efforts de paix plutôt que les entreprises guerrières.

"Envoyez à nos peuples des socs au lieu d'épées, des serpes au lieu de lances. Si, pour servir leurs propres objectifs, les grandes puissances ne peuvent s'empêcher d'accumuler des armes de guerre, pour l'amour de Dieu, qu'elles nous laissent au moins en paix".

(Suit un "Appel à soutenir une paix négociée, la justice et le développement en Amérique centrale.)

(Diffusion DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441